

LA VIE ECONOMIQUE

- [Croissance, chômage, impôts... Ce qu'il faut retenir de l'intervention de Hollande](#)
- [Intervention de François Hollande : les réactions politiques](#)
- [Impôts, revenus, réglementation... ce qui change le 1er janvier](#)
- [Manuel Valls annonce « encore trois ans de sacrifices »](#)
- [Le chômage atteint un nouveau record](#)
- [Chômage : les principales réactions après le nouveau record français](#)
- [Le Conseil constitutionnel valide l'essentiel du budget 2015 et du budget rectifié 2014](#)
- [Près de 2,4 millions de foyers bénéficiaires du RSA](#)
- [Le taux auquel emprunte la France n'en finit plus de baisser](#)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE

- [Les exonérations de cotisations ont représenté 25,7 milliards d'euros en 2013](#)
- [Le Conseil constitutionnel donne son accord sur le Plfss](#)
- [La fraude sociale a atteint 636 millions d'euros en 2013](#)
- [Marisol Touraine : "Je comprends l'inquiétude des médecins"](#)
- [Les cliniques privées abandonnent leur projet de grève illimitée](#)

FISCALITE

- [Pourquoi la révision des valeurs locatives est un mal nécessaire](#)
- [La Suisse va comptabiliser les comptes détenus par des Français](#)

LA VIE DES ENTREPRISES

- [SNCF : Royal fustige la hausse des tarifs, un "très mauvais signal"](#)

OPINIONS/VIE POLITIQUE

- [Loi Macron : Duflot s'oppose à un "grand bond en arrière"](#)

Qu'est-ce que Le.Crible ?

Le.Crible se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans **Le.Crible** les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc.

Une bibliographie sera également proposée, qui signalera les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan. Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant : eric.tessier@urssaf.fr

LA VIE ECONOMIQUE

● Croissance, chômage, impôts... Ce qu'il faut retenir de l'intervention de Hollande

Le 05/01/15, le président de la république s'est exprimé sur France Inter. **Extraits de son intervention** : « *Je ferai tout pour que la croissance soit la plus haute possible, pour que nous ayons plus de 1 % de croissance. [...] J'ai été élu sur le changement. Je changerai tout ce qui bloque, empêche, freine et nuit à l'égalité et au progrès [et] de ce point de vue, je prendrai tous les risques* ». **Par thèmes** :

01)- L'emploi : « *Il y a une responsabilité, celle que j'assume. [...] Je ferai dans ce quinquennat tout ce que je pourrai pour que l'emploi [...] puisse être à l'arrivée le résultat que j'aurai à présenter. [...] Je vais continuer* ». Pour M. Hollande, il ne faut pas « *attendre que ça aille mieux de l'étranger [et] tout démolir pour qu'il n'y ait plus de modèle français. [...] Nous allons tout donner pour l'emploi* ».

02)- La loi Macron : « *Je changerai tout ce qui bloque, empêche, freine et nuit à l'égalité et au progrès [et] de ce point de vue, je prendrai tous les risques. [...] Je suis confiant [au sujet de son adoption]. [...] Je n'ai pas à présupposer qu'il serait tellement difficile qu'il conviendrait d'utiliser des méthodes contraignantes. [...] C'est une loi de liberté et une loi de progrès, [notamment] car les salariés qui vont être concernés vont être volontaires et davantage payés. [Ce n'est pas] la loi du siècle, c'est une loi pour le siècle prochain* ». **Le travail dominical** : « *Il y [...] aura 12 [dimanches, dont] 7 à la disposition des maires. [Il] y a déjà beaucoup de monde qui travaille le dimanche. [Il ne peut] pas y avoir d'ouverture le dimanche s'il n'y a pas de compensation* ».

03)- La fiscalité. Dans un premier temps, le président a rappelé sa promesse de ne pas créer de nouveaux impôts à partir de 2015. Il a toutefois précisé qu'une baisse des impôts n'était pas pour tout de suite. **M. Hollande** : « *Si la croissance est un peu supérieure en 2015 à la prévision officielle de 1 %, cela ira à la réduction des déficits. [Si cela] se confirmait en 2016 ou en 2017 [...] nous verrions ce que nous pourrions faire en termes de baisse de prélèvements* ». En ce qui concerne la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, il a déclaré : « *La réforme fiscale, elle est engagée* ». Citant en exemple la suppression, cette année, de la première tranche de l'impôt sur le revenu.

04)- Le compte pénibilité : « *[Sa mise en œuvre (partielle)] va être simple. Et si c'est encore trop compliqué, ça sera simplifié. [...] Il ne s'agit pas que ce soit inapplicable. Moi, j'ai entendu ce qui était dit par les entreprises. Il faut que ce soit simple. Et avec les partenaires sociaux, je m'y engage* ».

05)- La taxe sur les transactions financières. Le président a comme objectif une taxe sur les transactions financières en Europe « *pour 2016, au plus tard en 2017* ». Il veut qu'elle soit « *la plus large possible* ». **Son but ?** Financer la lutte contre le réchauffement climatique. A cet effet, il a demandé à Michel Sapin de réunir les ministres des onze pays qui y sont favorables.

M. Hollande a abordé d'autres sujets : l'écologie, la crise identitaire de la France, les primaires au Ps et l'élection présidentielle de 2017, la Grèce, l'Europe, l'Ukraine, la Syrie, la Lybie, la fin de vie.

[http://www.challenges.fr/economie/20150105.CHA1960/comment-francois-hollande-compte-atteindre-les-1-de-croissance-en-2015.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20150105_NLCHAUCTU10H- -comment-francois-hollande-compte-atteindre-les-1-de-croissance-en-2015#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20150105](http://www.challenges.fr/economie/20150105.CHA1960/comment-francois-hollande-compte-atteindre-les-1-de-croissance-en-2015.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20150105_NLCHAUCTU10H- -comment-francois-hollande-compte-atteindre-les-1-de-croissance-en-2015#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20150105)

(Source : www.challenges.fr du 05/01/2015, avec AFP)

[Retour au sommaire](#)

● Intervention de François Hollande : les réactions politiques

- **Jean-Christophe Cambadélis**, premier secrétaire du PS : « *Les mots qu'il utilise sur l'égalité et le progrès sont les mots mêmes que nous avons adoptés dans notre Charte pour le progrès humain [la nouvelle carte d'identité du PS adoptée en décembre, NDLR]. Un très bon socialiste, le président de la République ! [François Hollande] accélère parce qu'il sent que la situation frémit, qu'elle s'améliore. [...] Le frémissement, c'est la situation économique, [...] c'est aussi les quelques points [de remontée du chef de l'État, NDLR] dans les sondages* ».

- **Éric Coquerel**, coordinateur politique du Parti de gauche : « Hollande 2015 : il blablate un peu à gauche et agit beaucoup à droite. [...] La montagne a accouché d'une souris. [...] Au bout de cinq minutes, tout était de toute façon déjà dit : tout en reconnaissant la responsabilité de sa politique sur la montée du chômage, François Hollande expliquait en effet vouloir la continuer ».

- **Pierre Laurent**, secrétaire national du Parti communiste (PCF), sur i>Télé : « C'est la persistance d'un cap économique dont il dit lui-même au début de son intervention qu'il a échoué. On n'a absolument rien qui permette de croire à ce nouvel engagement à tout faire pour la croissance. Il n'y a rien pour les salaires et pour la consommation et le pouvoir d'achat alors qu'il y a tant de Français en difficulté. Il n'y a rien en matière d'emploi, pas de programme d'investissement majeur annoncé qui permettrait de développer l'emploi dans des secteurs décisifs pour le pays, dans les services publics ou dans des secteurs industriels. Donc on ne voit pas ce qui va changer le cap économique actuel, qui développe le chômage. C'est l'erreur de diagnostic qu'il a faite dès le départ : il a endossé une thèse, celle défendue quotidiennement par le Medef, qui consiste à penser que la seule chose qui empêche le développement de l'emploi, c'est que la réglementation du travail est trop compliquée, que le coût du travail est trop important. On persiste dans cette voie alors que, manifestement, cette politique conduit à l'augmentation du chômage ».

- **François de Rugy**, coprésident du groupe EELV à l'Assemblée nationale, sur i>Télé : « L'engagement écologique n'était pas au premier rang des priorités de François Hollande avant d'être président de la République et même au début de son mandat. Nous saluons cette évolution, cet engagement qui est très important. [...] Il faut maintenant que cela suive. On ne peut pas se contenter d'un certain nombre de discours. Il est positif que ces discours aillent dans le bon sens, mais il faut que le gouvernement soit au diapason, que l'action du gouvernement soit pleinement cohérente avec cet objectif ».

- **Marielle Sarnez**, vice-présidente du Mouvement démocrate (MoDem), sur France Info : « Occuper l'espace est certainement une stratégie de communication, mais je pense franchement que les Français sont très loin de tout ça, très lassés de ces discours. J'ai trouvé que c'était un discours très faible, très répétitif : il n'y a rien de nouveau, aucune annonce. Je ne l'ai pas trouvé du tout convaincant sur l'économie ».

- **Nicolas Dupont-Aignan**, président de Debout la France : « La séquence médiatique de François Hollande ce matin sur France Inter ne convaincra pas les Français sur la capacité du gouvernement à régler les problèmes de notre pays. François Hollande a certes assumé son échec en matière de chômage. Il est désormais de sa responsabilité d'abandonner ce qui a échoué et relancer la croissance par des mesures radicales. Si M. Hollande voulait réellement relancer la croissance économique de notre pays, il mettrait fin à la politique de matraquage fiscal et social imposée par Bruxelles. Il jouerait de l'arme monétaire comme tous les autres pays qui réussissent dans la mondialisation. Au contraire, il continue d'obéir servilement à Mme Merkel ».

- **Louis Aliot**, vice-président du Front national, sur LCI : « Ça ressemblait beaucoup à ses vœux, mais en plus long. On n'a rien appris de nouveau : on a un président satisfait de sa manière de voir les choses, mais, malheureusement, les Français n'ont pas la même opinion. [...] Il gère la décadence économique, sociale et morale de la France. [...] Les résultats sont là : des déficits qui augmentent, une dette qui augmente au prix d'efforts de plus en plus importants demandés aux classes moyennes et populaires ».

[Retour au sommaire](#)

- **Alain Juppé**, maire UMP de Bordeaux et candidat déclaré à la primaire à droite en vue de 2017 : « Nous sommes encore aujourd'hui dans un marasme profond. J'entends bien l'optimisme présidentiel, il est dans son rôle en essayant de faire passer ce message. Mais il faut regarder la situation avec lucidité. [...] Même si la croissance frémit un tout petit peu, elle reste tout à fait molle, comme il l'a dit lui-même, et tout à fait insuffisante pour permettre de relancer une véritable création d'emplois, un vrai recul du chômage. [...] Je pense que les réformes structurelles qui nous permettront de maîtriser nos déficits et d'aller vers une baisse des prélèvements obligatoires ne sont pas encore engagées suffisamment ».

- **Éric Ciotti**, député UMP des Alpes-Maritimes, sur i>Télé : « *Il y a une phrase qui, finalement, pour moi, résume assez bien son intervention, celle où il dit : Je ne sais pas si le chemin est le bon, on verra à la fin. Ce n'est quand même pas rassurant pour quelqu'un qui, par vocation, par fonction, est censé diriger le pays, fixer le cap, montrer l'horizon. Il ne sait pas où il va. [...] Il va dans le mur, il conduit le pays dans le mur depuis maintenant deux ans et demi, les résultats catastrophiques au plan économique se multiplient. Il a ce matin, avec un élan de vérité que je veux saluer avec plaisir, assumé l'échec majeur, flagrant sur le chômage, mais il le fait comme s'il était un peu le commentateur de son inaction, de son échec. Pas d'annonces ce matin. [...] On est dans une opération de communication. François Hollande donne le sentiment qu'il veut occuper cet espace, ce n'est pas cela qu'on attend d'un chef d'État dans une situation de crise économique terrible* ».

[http://www.lepoint.fr/politique/intervention-de-francois-hollande-les-reactions-politiques-05-01-2015-1894020_20.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Mi-journee\]-20150105](http://www.lepoint.fr/politique/intervention-de-francois-hollande-les-reactions-politiques-05-01-2015-1894020_20.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Mi-journee]-20150105)

(Source : www.lepoint.fr du 05/01/2015, AFP)

● **Impôts, revenus, réglementation... ce qui change le 1er janvier**

Pour débiter l'année 2015, un petit tour d'horizon des changements prévus :

01)- Augmentation du Smic horaire, qui passe à 9,61 euros brut (+ 0,8 %), soit 1 457,52 euros bruts mensuels.

02)- Revalorisation de 0,7 % des plafonds d'attribution des prestations familiales (allocation rentrée, accueil du jeune enfant...).

03)- Augmentation de 0,9 % du revenu de solidarité active (RSA) "socle", soit 513,88 euros par mois pour une personne seule, 770,82 euros pour une personne seule avec un enfant et 1 079,14 euros pour un couple avec deux enfants.

04)- Augmentation de la redevance audiovisuelle. 136 euros en métropole (+ 3 euros), 86 euros Outre-mer (+ 1 euro).

05)- Suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu. Une mesure qui devrait toucher 6,1 millions de foyers.

06)- Hausse de 4 centimes du gazole.

07)- Hausse des timbres (+ 7 % en moyenne).

08)- Hausse de 2,9 % en moyenne des transports en Île-de-France. Hausse du forfait Navigo de la zone 1-2 à 70 euros.

09)- Hausse des tarifs SNCF, dès le 31/12/14, jusqu'à 2,6 %, selon le type de train et de billet.

10)- Augmentation des taux contractuels obligatoires de cotisation des retraites complémentaires Arrco et Agirc de 0,1 point.

11)- Changement du taux de la CSG (contribution sociale généralisée) **pour les retraités**. 700 000 d'entre eux devraient voir leur taux de CSG baisser. 460 000 devraient au contraire le voir augmenter, puisqu'ils passeront désormais du taux réduit (3,8 %) au taux plein (6,6 %).

12)- Abaissement de la TVA à 5,5 % pour les ménages modestes primo-accédants, achetant un appartement neuf dans les nouveaux quartiers.

13)- Instauration d'un abattement de 100 000 euros pour les donations de logements neufs aux enfants et petits-enfants, avant fin 2016, ainsi que pour les donations de terrains jusqu'à fin 2015, à condition qu'ils soient ultérieurement construits.

14)- Attribution de 5 points d'indice aux fonctionnaires dont les salaires sont les plus bas (catégorie C, soit 46 % d'entre eux).

15)- Augmentation, « *souvent proche de l'inflation* », **des services de base des banques** (CB, virements, prélèvements...). Hausse plus importante pour les frais annexes (locations de coffre, frais de dossier de prêt, opérations à l'étranger...).

16)- Entrée en vigueur partielle du compte pénibilité.

[Retour au sommaire](#)

17)- Mise en place du compte personnel de formation, qui accompagnera chaque salarié durant toute sa vie professionnelle, y compris pendant d'éventuelles périodes de chômage.

18)- Création, sous l'égide des régions, du **SPRO** (Service public régional d'orientation). **Son but ?** Réunir tous les organismes utiles à l'orientation, à l'insertion professionnelle et à l'emploi (centres d'information et d'orientation, Onisep, Missions locales, Pôle emploi, Réseau information Jeunesse).

19)- Création du statut de huit grandes métropoles : Bordeaux, Nantes, Lille, Rennes, Toulouse, Grenoble, Strasbourg, Rouen.

20)- Mise en place de la première étape du pacte de responsabilité, notamment : **a)-** Application du « *zéro charge* » au niveau du Smic (c'est-à-dire suppression du paiement des cotisations sociales pour tout patron employant un smicard) ; **b)-** Baisse des cotisations pour les travailleurs indépendants ; **c)-** Suppression de la C3S, une taxe calculée sur le chiffre d'affaires qui doit disparaître d'ici à 2017. Nombre d'entreprises concernées : 200 000.

21)- Deuxième étape du CICE, qui doit faire baisser le coût du travail de 4 % à 6 %, sur les salaires allant jusqu'à 2 800 euros nets/mois (9 % dans les DOM).

[http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20141228.OBS8902/impots-revenus-reglementation-ce-qui-change-le-1er-janvier.html?cm_mmc=EMV- -NO- -20141229_NLNOACTU08H- -impots-revenus-reglementation-ce-qui-change-le-1er-janvier#xtor=EPR-1-\[Actu8h\]-20141229](http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20141228.OBS8902/impots-revenus-reglementation-ce-qui-change-le-1er-janvier.html?cm_mmc=EMV- -NO- -20141229_NLNOACTU08H- -impots-revenus-reglementation-ce-qui-change-le-1er-janvier#xtor=EPR-1-[Actu8h]-20141229)

(Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com> du 28/12/2014, avec AFP)

● Manuel Valls annonce « *encore trois ans de sacrifices* »

Le 29/12/14, **M. Valls** a accordé un entretien au journal espagnol El Mundo. Il y déclare que le redressement de la France n'est pas pour demain : « *Je ne veux pas dire aux Français que d'ici deux à trois ans nous en aurons fini avec les sacrifices. [...] Nous devons faire des efforts pendant des années pour que la France soit plus forte, pour que ses entreprises soient plus compétitives et pour que son secteur public soit plus efficace, avec moins de coûts et moins d'impôts* ». Le premier ministre espère un retour de la croissance dans les prochains mois : « *Avec plus de croissance, il y aura bien sûr plus de travail et on pourra augmenter les salaires. Mais l'effort pour parvenir à un Etat plus efficace, plus stratégique mais avec moins de coûts, devra continuer. Si d'ici deux ou trois ans nous avons plus de croissance et nous cessons nos efforts pour réduire la dépense publique, nous perdons ce que nous aurons acquis. [...] Je ne me demande pas chaque matin si ma politique est socialiste mais efficace. C'est un plan pour les trois années à venir. L'effort pour 2015 consiste en un ajustement de 21.000 millions d'euros au niveau de l'Etat, de la Santé, des régions, des départements et des conseils municipaux. C'est un effort que tous les services publics, les administrations publiques, ont à réaliser* ». M. Valls s'est dit également convaincu que les Français avaient compris la nécessité de ces réformes. Il a aussi affirmé que le Parti socialiste les approuvait : « *Les Français en général sont en avance sur leurs dirigeants politiques, en ce qui concerne les réformes, les changements et leur disposition à l'effort. [...] La majorité des militants, des présidents de régions, des maires, la grande majorité des représentants et des sénateurs socialistes approuvent cette politique. Depuis que je suis premier ministre on dit "cette loi ne passera pas". Nous avons passé deux motions de confiance, tous les budgets et même la réforme des régions* ». En conclusion, El Mundo, qui voit en Manuel Valls « *l'Espagnol qui veut changer la France* » et l'a désigné comme « *homme de l'année* », lui a demandé s'il entendait se présenter aux élections présidentielles : « *Non. De plus, comme premier ministre je ne peux pas parler de ça. [...] Si les Français qui me font confiance parce que je travaille comme premier ministre, voient dans El Mundo que je parle d'une autre mission, ils me retireront leur confiance* ».

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/12/29/20002-20141229ARTFIG00117-manuel-valls-annonce-encore-trois-ans-de-sacrifices.php>

(Source : www.lefigaro.fr du 29/12/2014)

[Retour au sommaire](#)

● Le chômage atteint un nouveau record

Le 24/12/14, le ministère du Travail a annoncé qu'à fin novembre, la France comptait 27 400 chômeurs supplémentaires par rapport à octobre (+ 0,8 %), soit un total de 3 488 300 demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A, 3,75 millions en incluant l'Outre-mer). Sur un an, la hausse atteint 5,8 %. Si l'on ajoute les chômeurs ayant exercé une activité restreinte, le total des demandeurs d'emploi atteint 5,176 millions en métropole, 5,478

millions en incluant l'Outre-mer. Les tranches d'âge : + 0,5 % chez les jeunes (+ 1,5 chez les moins de 25 ans), + 1 % chez les seniors (+ 11,1 % chez les plus de 50 ans).

http://www.liberation.fr/economie/2014/12/24/le-chomage-atteint-un-nouveau-record-avec-3-488-000-demandeurs-d-emploi-fin-novembre-27-400-08_1169797?xtor=EPR-450206&utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=quot

- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle Emploi en novembre 2014 (20 pages), par la Dares :

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/PI-Mensuelle-TKTH14.pdf>

(Sources : www.liberation.fr du 24/12/2014, AFP, <http://travail-emploi.gouv.fr> décembre 2014)

● Chômage : les principales réactions après le nouveau record français

Les principales réactions aux mauvais chiffres du chômage.

- **Manuel Valls, premier ministre** : « Je suis convaincu que les dispositifs que nous mettons en œuvre paieront, permettront d'avoir des résultats, c'est ce que je veux dire aux Français qui peuvent s'inquiéter de l'avenir. [...] Les perspectives pour 2015 sont meilleures en termes de croissance, de création d'emplois. [...] L'objectif est de tout faire pour soutenir la croissance et la compétitivité des entreprises ».

- **Emmanuel Macron, ministre de l'Économie** : « La France, elle se redressera si, partout où on le peut, on sauve des emplois, en particulier des emplois industriels mais aussi des emplois de services, si, sur tous les territoires, avec les collectivités, on se bat, et si on crée de nouveaux emplois avec de nouveaux projets, avec de l'innovation, avec de la volonté. [...] La bataille pour l'emploi continue et elle aura des impacts très concrets dès le début de l'année prochaine ».

- **Le Parti communiste** : « Aujourd'hui, depuis Saint-Pierre et Miquelon, François Hollande parle de 2017 avec une forme de prise de distance face à la réalité d'un pays qui souffre et qui, mois après mois, atteint des records historiques en nombre de chômeurs. [...] Un nombre considérable de familles passeront ces fêtes de fin d'année avec la peur au ventre, la crainte des prochaines semaines, des prochains mois ».

- **Gérard Larcher, président du Sénat (UMP)** : « [Cette augmentation] est le résultat d'une politique économique désastreuse qui érode la compétitivité de la France et empêche tout retour à la croissance. [...] Il est temps pour le gouvernement de prendre la mesure des erreurs commises et de tout faire pour réduire les charges pesant sur les entreprises, lever les freins à l'emploi en conduisant une politique de simplification de notre droit du travail et mobiliser le service public de l'emploi au service des demandeurs d'emploi ».

- **Laurent Wauquiez, vice-président de l'UMP** : « Les chiffres qui viennent de tomber sont accablants. [...] Mois après mois, c'est l'échec du gouvernement. Le quinquennat de François Hollande risque fort d'être un Waterloo de l'emploi. Le président nous avait promis l'inversion de la courbe du chômage pour l'année dernière. L'année suivante, on a pris 170 000 demandeurs d'emplois en plus. C'est juste un échec. [...] François Hollande doit donc d'urgence revoir la totalité de sa politique de l'emploi qui finit cette année par des chiffres apocalyptiques ».

- **Jean-Christophe Lagarde, président de l'Union des Démocrates et Indépendants (UDI)** : « M. Hollande approche le seuil des 3,5 millions de chômeurs qui, à ce rythme, sera franchi le mois prochain. Ce niveau de chômage désastreux n'avait encore jamais été atteint en France. [...] Je formule le vœu qu'en 2015 notre gouvernement se réveille après trois ans d'erreurs et d'errements et engage une rupture économique favorisant l'emploi et l'entreprise ».

- **Le Front national** : « Du fait d'une politique économique en échec absolu, 2014 aura donc été une année noire en matière de chômage, et il y a tout lieu de craindre une année 2015 similaire voire pire ».

[Retour au sommaire](#)

- **La CGT** : « Pour une inversion de la courbe du chômage, ne croyons plus au Père Noël ! [...] Tous les clignotants restent au rouge [et] malgré les annonces, les contrats aidés, les cadeaux aux entreprises au nom de l'emploi, rien n'y fait. Le nombre de demandeurs d'emploi continue sa progression. [...] Pour la CGT, la clé est dans une autre politique de l'emploi et des salaires. [Les mesures prises par le gouvernement ont pour conséquence] un

pouvoir d'achat atone et une consommation en berne. Quand on sait que la consommation compte pour 57 % dans le produit intérieur brut, tout le monde comprend que les politiques menées nous mènent droit dans le mur ».

- **Force Ouvrière** : « Les mois se suivent et se ressemblent. De manière implacable, le chômage poursuit sa progression. [...] Avec une croissance trop faible pour faire reculer le chômage, avec pour seule réponse un projet de loi "sur la croissance et l'activité" fourre-tout et qui ne créera pas d'emploi, il est à craindre que l'année 2015 soit aussi compliquée sur le front de l'emploi. [...] Une autre politique est possible. Elle doit allier relance de la consommation et de l'investissement productif public et privé, renforcer les droits sociaux et refonder la construction européenne basée sur un modèle tourné vers le progrès social ».

[http://www.challenges.fr/economie/20141224.CHA1855/les-principales-reactions-face-au-nouveau-record-du-chomage-en-france.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20141229_NLCHAACU10H- -chomage-les-principales-reactions-apres-le-nouveau-record-francais#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20141229](http://www.challenges.fr/economie/20141224.CHA1855/les-principales-reactions-face-au-nouveau-record-du-chomage-en-france.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20141229_NLCHAACU10H- -chomage-les-principales-reactions-apres-le-nouveau-record-francais#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20141229)

(Source : www.challenges.fr du 29/12/2014, avec AFP)

● **Le Conseil constitutionnel valide l'essentiel du budget 2015 et du budget rectifié 2014**

Le 29/12/14, le Conseil constitutionnel a validé l'essentiel du budget 2015 et du budget rectifié 2014, après avoir écarté l'argument avancé par des députés et sénateurs UMP et centristes que la loi de Finances 2015 n'aurait pas été « sincère ». Quelques mesures ont cependant été censurées : **01)**- L'article 79 de la loi de finances, qui vise à réprimer la personne ayant, « par son aide, facilité l'évasion et la fraude fiscale ». Selon le Conseil constitutionnel, cet article a « méconnu », tel qu'il était rédigé, « le principe de légalité des délits et des peines, qui oblige à définir les infractions et les peines encourues en termes suffisamment clairs et précis » ; **02)**- La remise d'un rapport au Parlement sur les conséquences pour le budget de l'Etat d'une rupture par l'Etat des contrats, signés avec six sociétés, de concessions d'autoroutes privatisées en 2006. Considérant « que cette rupture et le dépôt du rapport au Parlement devraient intervenir au plus tard le 30 décembre 2014 », le Conseil constitutionnel a jugé cette disposition « contraire au principe d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi » ; **03)**- Enfin l'institution d'un taux d'imposition de 75 % des plus-values immobilières des personnes ou organismes établis hors de France dans un Etat ou territoire non coopératif « au sens du code général des impôts ».

http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/12/29/le-conseil-constitutionnel-valide-l-essentiel-du-budget-2015-et-du-budget-rectifie-2014_4547187_3234.html

(Source : www.lemonde.fr du 29/12/2014, avec AFP)

● **Près de 2,4 millions de foyers bénéficiaires du RSA**

D'après la Caisse nationale des allocations familiales, entre juin et septembre 2014, le nombre de ménages touchant le revenu de solidarité active "socle", qui s'adresse aux ménages sans aucun revenu, s'élève à 1,81 million de bénéficiaires (+ 1 %). **La cause ? La Cnaf** : « Les effectifs continuent de progresser sous l'effet de la croissance du chômage ». Le nombre de bénéficiaires du RSA "activité", qui concerne les ménages à très faibles revenus, est en hausse de 6,2 %. En ajoutant les bénéficiaires du RSA "socle" et RSA "activité", on atteint le chiffre de 2,39 millions de foyers. On notera qu'au 01/01/15, le RSA augmentera de 0,9 %. Une personne seule, sans revenu, touchera 4,58 euros de plus par mois (soit 513,88 euros par mois).

<http://www.lefigaro.fr/emploi/2014/12/28/09005-20141228ARTFIG00151-pres-de-24millions-de-foyers-beneficiaires-du-rsa.php>

(Source : www.lefigaro.fr du 28/12/2014, Guillaume Guichard)

[Retour au sommaire](#)

● **Le taux auquel emprunte la France n'en finit plus de baisser**

Le 02/01/15, les taux d'emprunts à 10 ans de la France, l'Espagne et l'Italie ont atteint de nouveaux plus bas historiques sur le marché obligataire. Le taux de la France est de 0,812 % (contre 1,541 % pour l'Espagne et 1,819 % pour l'Italie).

[http://www.challenges.fr/economie/20150102.CHA1949/le-taux-auquel-emprunte-la-france-n-en-finit-plus-de-baisser.html?cm_mmc=EMV-_-CHA-_-20150102_NLCHAACU18H-_-le-taux-auquel-emprunte-la-france-n-en-finit-plus-de-baisser#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20150102](http://www.challenges.fr/economie/20150102.CHA1949/le-taux-auquel-emprunte-la-france-n-en-finit-plus-de-baisser.html?cm_mmc=EMV-_-CHA-_-20150102_NLCHAACU18H-_-le-taux-auquel-emprunte-la-france-n-en-finit-plus-de-baisser#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20150102)

(Source : www.challenges.fr du 02/01/2015, avec AFP)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE

● Les exonérations de cotisations ont représenté 25,7 milliards d'euros en 2013

Le 30/12/14, l'Acoss a indiqué que les exonérations de cotisations de Sécurité sociale avaient représenté, en 2013, 25,7 milliards d'euros. Un chiffre en baisse de 6,4 %. Depuis 2008, année record où elles avaient atteint 30,7 milliards d'euros, ces exonérations sont en baisse constante. En 2013, elles représentent 8 % du total des sommes dues aux Urssaf, hors cotisations chômage et au régime de garantie des salaires (AGS) recouvrés pour le compte de l'Unédic, organisme qui gère l'assurance chômage, contre 10,7 % en 2008. Cette baisse s'explique principalement par la fin des exonérations sur les heures supplémentaires (une décision datant de 2012). **Le Point** : « Cette suppression a été en partie compensée par de nouvelles exonérations pour les particuliers employeurs et par la création des emplois d'avenir. L'année dernière, la "quasi-totalité" des exonérations portait sur les "cotisations patronales", indique l'Acoss ». En 2013, les Urssaf ont encaissé 328,6 milliards d'euros (+ 3,8 % par rapport à 2012). A titre de comparaison, sur la même période, la masse salariale, elle, n'a augmenté que de 1,2 %. **L'Acoss** : « Dans un contexte économique dégradé, l'augmentation des encaissements des Urssaf est notamment due à une hausse des cotisations vieillesse et du forfait social ».

[http://www.lepoint.fr/economie/les-exonerations-de-cotisations-ont-represente-25-7-milliards-d-euros-en-2013-30-12-2014-1892992_28.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Mi-journee\]-20141230](http://www.lepoint.fr/economie/les-exonerations-de-cotisations-ont-represente-25-7-milliards-d-euros-en-2013-30-12-2014-1892992_28.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Mi-journee]-20141230)

(Source : www.lepoint.fr du 30/12/2014, AFP)

● Le Conseil constitutionnel donne son accord sur le Plfss

Le Conseil constitutionnel a approuvé le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (Plfss) pour 2015. Il a également approuvé la modulation des allocations familiales selon les revenus des ménages, rejetant ainsi les objections d'une soixantaine de députés et sénateurs de droite et centristes. L'objectif du Plfss est de réduire de 2 milliards d'euros le déficit de la Sécurité sociale en 2015. Comment ? Principalement grâce à des économies sur les médicaments et les actes médicaux jugés inutiles.

<http://www.viva.presse.fr/le-conseil-constitutionnel-donne-son-accord-sur-le-plfss-170296>

(Source : www.viva.presse.fr du 19/12/2014, Marilyn Perioli)

[Retour au sommaire](#)

● La fraude sociale a atteint 636 millions d'euros en 2013

Le 04/01/15, il ressort du rapport annuel de la délégation nationale à la lutte contre la fraude, consulté par l'AFP, que **la fraude sociale, détectée par les organismes de Sécurité sociale**, a, en 2013, augmenté de 13 % par rapport à 2012. Elle est évaluée à 636,1 millions d'euros. **Le détail. Urssaf** : 308,8 millions d'euros de fraude aux cotisations et travail illégal ; **les prestations maladie, famille, retraite** : 327,3 millions d'euros. En 2013, **les fraudes à l'Assurance maladie** ont augmenté de 12 %, soit 174,64 millions d'euros, dont plus de 167 millions décelés par le régime général. **Quelles fraudes ?** Pour moitié, il s'agit de surfacturations, voire de facturations fictives, par des professionnels de santé. En tête, les infirmiers (18,3 millions d'euros de fraudes détectées) et les transporteurs sanitaires, [ambulanciers, taxis], (17,6 millions, soit + 38,5 % de redressements en un an). Viennent ensuite les médecins généralistes et spécialistes (6,1 millions), les chirurgiens-dentistes (4,7 millions), les kinésithérapeutes (3 millions). Les fraudes dans les établissements de santé représentent 65,8 millions d'euros. **Challenges** : « Quant aux fraudes aux "droits et prestations en espèces", commises essentiellement par les assurés, elles sont évaluées à 19,7 millions d'euros. Il s'agit notamment de fausses déclarations d'indemnités journalières en cas d'arrêt maladie ou de demandes indues de pension d'invalidité ». **Les prestations familiales** : 143,42 millions d'euros (+ 18,1 %), dont 141,4 millions décelés par les caisses d'allocations familiales. A l'inverse, les irrégularités concernant les prestations de retraite, à 9,28 millions d'euros, ont baissé de 30 %. **D'un point de vue fiscal**, les opérations de

contrôle fiscal ont entraîné des redressements et pénalités à hauteur de 18 milliards d'euros (un montant quasi stable par rapport à 2012). Les Douanes, elles, ont constaté une forte augmentation des fraudes, à 403,7 millions d'euros, contre 366,5 millions en 2012. **Challenges** : « *Au total, les plaintes enregistrées par la Commission des infractions fiscales (CIF) ont atteint un niveau record de 1 182 dossiers. Et elle a au final autorisé 1 018 plaintes pour fraude fiscale (contre 987 en 2012)* ». Ne sont pas encore inclus dans ces chiffres les effets du renforcement des sanctions pénales décidé à travers plusieurs lois contre la fraude, votées en décembre 2013, suite à l'affaire Cahuzac

[http://www.challenges.fr/france/20150104.CHA1958/la-fraude-sociale-a-atteint-636-millions-d-euros-en-2013.html?cm_mmc=EMV-_-CHA-_-20150105_NLCHAACU10H-_-la-fraude-sociale-a-atteint-636-millions-d-euros-en-2013#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20150105](http://www.challenges.fr/france/20150104.CHA1958/la-fraude-sociale-a-atteint-636-millions-d-euros-en-2013.html?cm_mmc=EMV-_-CHA-_-20150105_NLCHAACU10H-_-la-fraude-sociale-a-atteint-636-millions-d-euros-en-2013#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20150105)

(Source : www.challenges.fr du 04/01/2015)

● **Marisol Touraine : "Je comprends l'inquiétude des médecins"**

Alors que les médecins généralistes et les spécialistes ont entamé leur deuxième semaine de grève, et ont été rejoints par SOS Médecins, (la CSMF, confédération des syndicats médicaux français, estime que la grève est suivie à 80 %), **Mme Touraine**, ministre des Affaires sociales, a accordé un entretien au Point le 29/12/14. **Extraits** : « *Il faut que tout le monde puisse aller chez son médecin sans appréhension, même avec des difficultés financières. C'est pour ça que le tiers payant, qui existe dans d'autres pays, est une avancée sociale. [...] Je suis prête à travailler à la rentrée sur les conditions de sa mise en œuvre, notamment sur les garanties de paiement, qui constituent une inquiétude des médecins, que j'entends. C'est pourquoi je dis aujourd'hui aux médecins que le système de paiement sera simple, rapide et fiable. [...] Ce que vos lecteurs ne savent pas, c'est que pour une consultation de vingt-trois euros, la Sécurité sociale verse aujourd'hui l'équivalent de huit euros au médecin en rémunérations forfaitaires et cotisations sociales, contre seulement cinq euros en 2012. La rémunération des actes médicaux a donc augmenté de près de trois euros dans un contexte de contrainte budgétaire. Les échéances programmées sur la rémunération doivent avoir lieu avec les principaux acteurs concernés. [...] Sur l'ampleur de [la] grève, je ne veux pas entrer dans une querelle de statistiques. J'entends l'inquiétude des médecins. Mais les évolutions de notre système de santé sont considérées comme nécessaires par tout le monde. [...] Je veille à ce que la continuité des soins soit assurée. C'est ma vigilance, et chacun fait preuve de responsabilité. [...] Nous sommes à un moment de transformation de notre système de santé. Cela provoque des interrogations. Les médecins s'inquiètent de ne pas être suffisamment reconnus ou valorisés. Mais le tiers payant ne va pas les dévaloriser. Dans les hôpitaux, les médecins sont très respectés alors qu'on ne les paie pas directement. [...] Nous avons besoin de réformes dans notre pays. Je crois aux vertus de l'échange et du dialogue, et ma volonté de concertation est intacte* ».

- L'intégralité de l'entretien avec Mme Touraine, par Hugo Domenach :

[http://www.lepoint.fr/politique/marisol-touraine-je-comprends-l-inquietude-des-medecins-29-12-2014-1892941_20.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Matinale\]-20141230](http://www.lepoint.fr/politique/marisol-touraine-je-comprends-l-inquietude-des-medecins-29-12-2014-1892941_20.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Matinale]-20141230)

(Source : www.lepoint.fr du 29/12/2014, Hugo Domenach)

● **Les cliniques privées abandonnent leur projet de grève illimitée**

Le 30/12/14, la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP) a annoncé qu'elle abandonnait son projet de grève illimitée. Pourquoi ? **La FHP** : « *Au vu d'avancées dans les discussions menées avec le ministère de la Santé sur le volet hospitalier du projet de loi de santé, [la FHP] annonce la levée de son appel à la cessation d'activité totale et illimitée qui devait débiter le 5 janvier* ». **Lamine Gharbi**, président de la FHP : « *Les discussions denses que nous avons menées depuis un mois et demi ont été constructives et permettent de lever nos plus vives inquiétudes* ». Rappelons que la FHP regroupe quelque 1 000 cliniques et hôpitaux privés.

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20141230trib5a59a64e6/les-cliniques-privees-abandonnent-leur-projet-de-greve-illimitee.html>

(Source : www.latribune.fr du 30/12/2014, avec AFP)

[Retour au sommaire](#)

FISCALITE

● Pourquoi la révision des valeurs locatives est un mal nécessaire

Un arrêté du ministère des Finances, publié le 26/12/14, indique qu'en 2015, cinq départements (Paris, le Val-de-Marne, la Charente-Maritime, le Nord et l'Orne) vont expérimenter la révision des VLC (valeur locative cadastrale), base de calcul des taxes foncières et d'habitation. Ces bases d'imposition n'ont pas changé depuis 1970, le Parlement se contentant, chaque année, de voter « *une revalorisation forfaitaire pour tenir compte de l'inflation (voire plus, comme pour 2014 où elle est fixée à 0,9 %)* ». Or, les critères datant de 1970 ont fortement évolué, devenant caduques et souvent incompréhensibles. Il s'agit donc de tenter de tout remettre à plat et d'actualiser le calcul des impôts fonciers et d'habitation.

[http://www.challenges.fr/economie/20141114.CHA0286/taxe-d-habitation-pourquoi-les-francais-n-y-comprennent-rien.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20141229_NLCHAUCTU18H- -pourquoi-la-revision-des-valeurs-locatives-est-un-mal-necessaire#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20141229](http://www.challenges.fr/economie/20141114.CHA0286/taxe-d-habitation-pourquoi-les-francais-n-y-comprennent-rien.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20141229_NLCHAUCTU18H- -pourquoi-la-revision-des-valeurs-locatives-est-un-mal-necessaire#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20141229)

(Sources : www.challenges.fr du 29/12/2014, Gaëlle Macke)

● La Suisse va comptabiliser les comptes détenus par des Français

Le 16/12/14, la Finma, l'Autorité fédérale suisse de surveillance des marchés financiers, a demandé aux banques de la Confédération helvétique le nombre de clients français qu'elles gèrent. Mais aussi quels actifs ils représentent depuis 2003. **Le Point** : « *C'est la première fois, depuis l'adoption de l'article 47 de la loi fédérale sur les banques en 1934, portant sur le secret bancaire, qu'une instance fédérale demande à évaluer le nombre de Français disposant d'un compte dans le pays* ».

[http://www.lepoint.fr/economie/la-suisse-va-comptabiliser-les-comptes-detenus-par-des-francais-03-01-2015-1893719_28.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Mi-journee\]-20150103](http://www.lepoint.fr/economie/la-suisse-va-comptabiliser-les-comptes-detenus-par-des-francais-03-01-2015-1893719_28.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Mi-journee]-20150103)

(Source : www.lepoint.fr du 03/01/2015, Ian Hamel)

LA VIE DES ENTREPRISES

● SNCF : Royal fustige la hausse des tarifs, un "très mauvais signal"

Le 04/01/15, Mme Royal, ministre de l'Ecologie, a estimé, lors du Grand Jury (RTL/LCI/Le Figaro), que l'augmentation des tarifs de la SNCF, jusqu'à 2,6 % selon le type de billet, était « *un très mauvais signal* » : « *Je veux que la SNCF reste un outil de transport de masse. [...] Je vais réformer par décret la façon dont l'État contrôle les prix des transports publics et notamment du train, parce que les choses ne sont pas claires. Une transparence des prix [et] une consultation des usagers [sont nécessaires]* ». D'autre part, Mme Royal a jugé « *inconcevable* » une éventuelle hausse de 0,57 % au 1er février des tarifs des péages autoroutiers, au vu des « *sur-profits* » réalisés par les sociétés d'autoroute.

[http://www.lepoint.fr/politique/sncf-royal-fustige-la-hausse-des-tarifs-un-tres-mauvais-signal-04-01-2015-1893936_20.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Matinal\]-20150105](http://www.lepoint.fr/politique/sncf-royal-fustige-la-hausse-des-tarifs-un-tres-mauvais-signal-04-01-2015-1893936_20.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Matinal]-20150105)

(Source : www.lepoint.fr du 05/01/2015, AFP)

OPINIONS/VIE POLITIQUE

● Loi Macron : Duflot s'oppose à un "grand bond en arrière"

Le 04/01/15, Mme Duflot (Les Verts) s'est exprimée dans Le Journal du Dimanche. **Sujet : la loi Macron** : « *Non, la loi Macron n'est pas moderne. Elle est même d'un certain point de vue un grand bond en arrière, une occasion manquée de changer de modèle. La méthode proposée est dangereuse. Elle permet d'alléger par ordonnances toutes les mesures du code de l'environnement qui viendraient soi-disant gêner l'activité et la croissance. C'est pourquoi mettre en échec cette loi est un devoir pour tous ceux qui ont encore de l'espoir et veulent inventer le siècle qui vient. Parce que parfois le sursaut se fonde d'abord sur un refus. [...] La modernité réelle serait d'inventer un nouveau modèle social écologique, capable de répondre aux deux grands défis de notre époque : le dérèglement climatique et la montée des inégalités* ».

http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/01/04/cecile-duflot-appelle-a-mettre-en-echec-le-projet-de-loi-macron_4548930_3234.html

(Source : www.lemonde.fr du 04/01/2015)

[Retour au sommaire](#)

Le.Crible vous présente ses meilleurs vœux pour 2015

[Retour au sommaire](#)

Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf Ile-de-France. En ligne tous les mercredis
Directeur de publication : le directeur Philippe Renard
Rédacteur en chef : Eric Tessier
Contact : eric.tessier@urssaf.fr

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante : eric.tessier@urssaf.fr

A l'inverse, si vous n'êtes pas abonné(e) et désirez l'être, merci d'envoyer un mail à la même adresse : eric.tessier@urssaf.fr

Si vous êtes abonné(e) et changez d'adresse électronique, et si vous souhaitez rester abonné(e), merci d'envoyer votre nouvelle adresse électronique à la même adresse : eric.tessier@urssaf.fr